

SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles au chevet de la zone euro, en piteux état

Demain se tiendra à Bruxelles le sommet européen de toutes les incertitudes. Les murs de l'Union se lézardent. Que faire ? Et, surtout, comment ?

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Au menu, un plat de résistance consistant. Cossu. La Grèce. Le pays au bord du dépôt de bilan, la faillite est actée, depuis belle lurette, depuis, exactement, la grandiose fraude, les faux chiffres, les faux bilans, les fausses déclarations des gouvernements, agonise et attend des gestes de l'UE.

Bruxelles est face à un vrai dilemme, une tragédie... grecque. Faut-il sauver vrai Athènes pour sauver

l'Europe ou, au contraire, il s'agit de sacrifier la belle Hélène pour donner des chances de survie à l'Union européenne ?

Deux thèses s'affrontent et leur combat sera épique, jeudi prochain, face à la situation. L'Allemagne, premier contributeur de l'Europe de l'euro et la seule, en définitive, qui respecte la rigueur budgétaire, ne veut plus financer la paresse et le farniente des pays de la rive-sud médi-

terranéenne et, néanmoins, utilisateurs d'euros (Italie, Espagne, en plus de la Grèce).

La France, deuxième puissance des 27 et dont les investissements sont lourds dans cette partie, ne veut pas laisser mourir Grecs, Espagnols et Italiens.

De peur, évidemment,

d'en payer un lourd tribut. Les banques et les investissements hexagonaux portent littéralement Athènes, Rome et Madrid. Un effondrement de cet espace et c'est la ruine de la France. Cette tragédie ne tient pas compte du casse-tête irlandais, qui est loin d'être une mince affaire.

Les affaires européennes se corsent à telle enseigne que les scénarios les plus invraisemblables commencent à être envisagés, discutés, dits.

Comme, par exemple, chasser la Grèce de la zone euro. Serait-ce pour autant suffisant ? Non, répondent les économistes les plus rigoureux, ça ne

servira pas à grand-chose.

Par contre, l'Allemagne, pour ce qui la concerne, peut quitter l'Euro si la dégringolade continue.

On n'en est pas là, bien sûr. Cependant, le fait même que l'hypothèse ne soit plus taboue renseigne assez bien sur l'état de l'Union. D'un mot, piteux.

A. M.

NÉGOCIATIONS ENTRE LE MAROC ET LA RASD

Le président Mohamed Abdelaziz se dit optimiste

«Notre délégation partira à New York avec espoir mais également avec détermination. Nous espérons que la délégation marocaine viendra cette fois-ci avec la volonté de discuter réellement des véritables problèmes», dira le président de la RASD et secrétaire général du Polisario, Mohamed Abdelaziz, à Boumerdès.

Le chef de l'exécutif de la RASD est venu à Boumerdès pour présider à la clôture de l'université d'été organisée à l'intention des cadres de cette République en exil. A l'issue de cette cérémonie, le président Mohamed Abdelaziz a déclaré qu'il considère que l'ordre du jour proposé par le secrétaire général de l'ONU est important. «En effet, les propositions des deux parties (Maroc et RASD ndlr) seront discutées au même titre. D'autres thèmes feront l'objet de réflexion, notamment celui relatif aux électeurs, et ce, dans la perspective de l'organisation du référendum sur

l'autodétermination des populations sahraouies. Nous sommes donc optimistes.»

Questionné sur les précédents échecs de ces pourparlers informels qui se sont déroulés à Manhasset dans l'Etat de New York (USA) entre son gouvernement et celui du Maroc, Mohammed Abdelaziz dira qu'il espère que cette fois-ci, la délégation marocaine viendra animée d'une volonté nouvelle pour aboutir à des résultats concrets.

«Nous sommes optimistes», conclura-t-il.

Les Sahraouis sont pacifiques

Lors de son intervention devant les cadres de son pays, le président de la RASD est longuement revenu sur la lutte de ses compatriotes pour leurs droits. Il n'a pas tari d'éloges à l'endroit de l'Algérie qui, dit-il, est un pays ami et allié qui n'exige rien de nous en contre-partie.

«L'Algérien ne s'est jamais mêlé de nos affaires. Sa politique est l'émanation de ses principes sur le libre choix

des peuples», a affirmé l'hôte de Boumerdès.

Pour lui, certains pays cultivent un complexe par rapport à l'Algérie. «L'Algérie est un immense pays, avec sa longue histoire sur la résistance et d'immenses potentialités économiques, politiques, financières. Elle a des frontières avec sept pays africains et l'Europe par le biais de la mer. Elle est notre amie et notre allié. Ce sont nos propres intérêts qui nous dictent cette position.»

L'orateur n'a pas manqué de dénoncer la conduite partielle des pays occidentaux par rapport à la défense des droits des peuples, protégeant leurs alliés qui commettent des exactions et attaquant politiquement, économiquement et militairement les dictatures dites faibles.

Il a, en outre, réaffirmé que le peuple sahraoui est pacifique, respectueux des décisions des institutions internationales et n'est animé d'aucune animosité contre aucun peuple que ce soit du Maghreb ou d'autres régions du monde.

Abachi L.

IRAK

Condamnation à mort d'un chef d'Al-Qaïda nommé... Saddam Hussein

Un tribunal de la ville sainte chiite de Kerbala au sud de Bagdad a condamné à mort hier un chef local d'Al-Qaïda qui se nomme... Saddam Hussein.

«La cour criminelle de Kerbala a condamné à la pendaison Saddam Hussein, chef d'Al-Qaïda de Khanafsa», une région sunnite située à 30 km au nord de Kerbala, a affirmé à la presse Mohammed Hamid Al-Moussaoui, président du conseil provincial.

«Saddam Hussein a été reconnu coupable d'attaques de pèlerins à l'aide de voitures piégées et de bombes», a-t-il précisé. Il avait été arrêté à la mi-avril à Khanafsa.

Des centaines de milliers de pèlerins chiites se rendent plusieurs fois dans l'année à Kerbala, notamment pour les célébrations de l'Achoura, et sont la cible d'attentats sur la route de la part d'insurgés sunnites.

LIBYE

La rébellion revendique la prise de Brega

Le «compte à rebours» a commencé pour un départ du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, a estimé hier le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, pendant que, sur le terrain, les rebelles poursuivaient leurs mouvements tactiques en direction de Tripoli.

Les rebelles avaient affirmé lundi s'être emparés du port pétrolier de Brega, dans l'Est libyen, après plusieurs jours de combats, ce qu'a démenti peu après le régime. «Le gros des forces de Kadhafi s'est retiré à Ras Lanouf», à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Brega, a déclaré Shamseddine Abdelmolah, un porte-parole des rebelles, précisant qu'il restait 150 à 200 loyalistes bloqués sur le site pétrolier.

«Brega est complètement sous le contrôle de nos forces, aidées par les tribus et les volontaires, et tout ce qui a été annoncé par le soi-disant Conseil national de transition (organe des rebelles) relève du mensonge et de la désinformation», a rétorqué lundi soir le porte-parole du régime, Moussa Ibrahim. Selon lui, les rebelles ont «tenté de reprendre la ville, mais ont été repoussés». L'AFP n'était pas en mesure hier matin de vérifier les affirmations des deux camps sur ce point. La conquête de Brega, à 800 km à

l'est de Tripoli et à 240 km au sud-ouest de Benghazi, fief des rebelles, dans l'Est, représenterait une victoire majeure pour les insurgés et leur permettrait de se saisir d'infrastructures, notamment pétrolières, vitales pour l'avenir économique du pays. Le ministre français de la Défense, dont le pays est l'un des piliers de la coalition engagée aux côtés des insurgés, a fait preuve hier d'optimisme. «Je pense profondément que le compte à rebours est engagé et que, dans ce type d'opération, les choses peuvent aller plus vite qu'on ne le pense», a dit M. Longuet dans un entretien télévisé. «Mais je suis d'une prudence de Sioux parce que (Mouammar) Kadhafi n'est pas rationnel et qu'il peut opter pour la stratégie du bunker en prenant en otage la population civile de Tripoli.»

«Cela bouge sur le terrain»

«Des femmes et des hommes qui n'ont jamais été des combattants ont décidé de s'organiser pour ne plus supporter l'autorité militaire et dictatoriale de Kadhafi et cela bouge sur le terrain après, c'est vrai, des semaines où des gens se sont préparés à ce qui n'était pas leur métier il y a quelques mois encore», a-t-il souligné. La situation sur le terrain semblait relativement calme, tant sur les fronts de l'Est et de l'Ouest que dans la capitale Tripoli, ont rapporté hier

matin les correspondants de l'AFP. Dans l'Ouest, les rebelles s'efforcent depuis plusieurs jours de sécuriser les gains territoriaux des jours précédents et de dégager la voie vers la capitale. A Goualich (ouest), une délégation de responsables de Benghazi a été autorisée hier par l'Otan à venir en avion malgré l'interdiction de survol en vigueur, a dit le colonel Juma Brahim, responsable du Conseil militaire de Zenten. Il a refusé de dire qui étaient ces personnes. Ces dérogations de l'Otan «ne concernent pas les civils, c'est seulement pour quelques personnes importantes», a-t-il expliqué. Les forces insurgées se préparent pour la prochaine bataille, a indiqué de son côté le commandant Mokhtar Lakhdar, également à Goualich.

«Nous nous préparons pour la bataille ; on espère (qu'elle aura lieu) avant le Ramadan (en août, ndlr), si Dieu le veut», a-t-il dit, sans exclure toutefois qu'elle puisse avoir lieu pendant le jeûne.

«Nous attendons l'ordre de Benghazi (quartier général de la rébellion, ndlr). Pour le moment, dans toutes les villes que nous avons prises, nous restons pour organiser nos forces, nous prenons du temps pour terminer ça. Nous

attendons la permission et le plan (de bataille) de Benghazi», a poursuivi ce responsable.

L'Otan de son côté a annoncé hier avoir procédé la veille à 129 sorties, au cours desquelles une dizaine de véhicules armés ont été atteints autour de Brega. Dans les environs de Tripoli, une pièce d'artillerie, un radar et un lance-missiles ont été touchés, de même que six pièces d'artillerie près de Misrata, enclave rebelle dans l'Est.

Parallèlement, les contacts diplomatiques destinés à dénouer le conflit libyen se multiplient dans plusieurs directions. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov recevra aujourd'hui son homologue libyen Abdelati Obeidi à Moscou, et tous deux évoqueront notamment le rôle de médiation de l'Union africaine dans le conflit, a rapporté l'agence officielle russe Itar-Tass.

Par ailleurs, de hauts responsables de la diplomatie américaine ont récemment rencontré des représentants du régime de Mouammar Kadhafi, hors de Libye, pour exhorter le dirigeant libyen à céder le pouvoir, a indiqué lundi un responsable américain ayant requis l'anonymat. Les discussions ont été confirmées par un porte-parole à Tripoli, selon qui il s'agissait d'«une première étape du dialogue» avec les Américains. Ces derniers ont au contraire déclaré qu'aucune nouvelle rencontre n'était prévue, puisque «le message a été adressé».